

# Solidarité et migrations

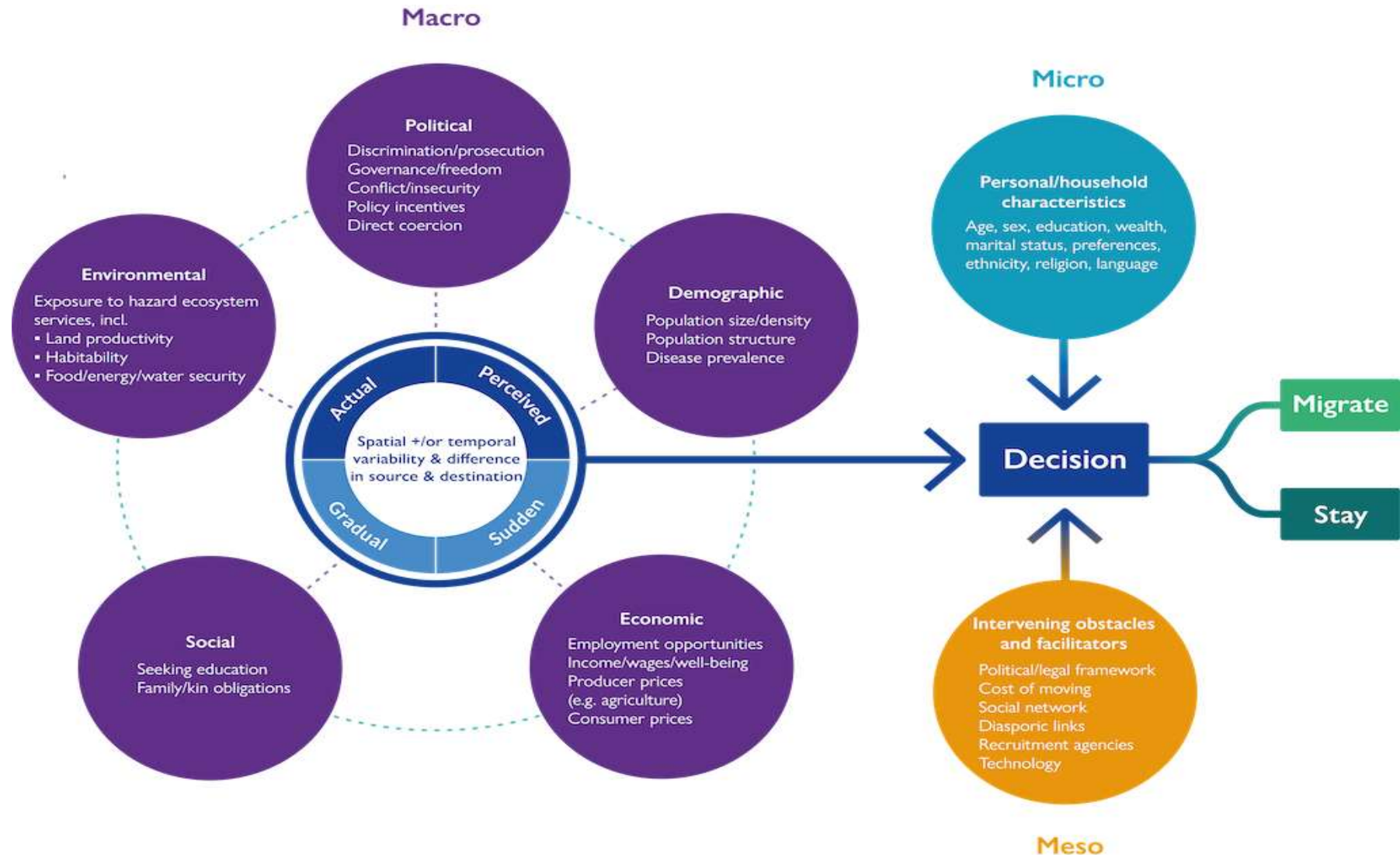
# Solidarité, une « obligation » universelle ?

L'agenda 2030 est un programme universel pour le développement durable. Il porte l'ambition de transformer notre monde en éradiquant la pauvreté et les inégalités en assurant sa transition écologique et solidaire à l'horizon 2030.



# Les causes des migrations (dans le monde)

Le cadre des facteurs déclencheurs de la migrations (OIM rapport 2024)



# Et l'aide au développement ?

L'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), universels et indivisibles, soulève la question des moyens accordés par les gouvernements à l'Agenda 2030 et du rôle de l'aide au développement (APD).

L'aide publique au développement est l'aide financière fournie par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) afin « d'améliorer le développement économique et le niveau de vie des pays en développement ». Les Nations Unies ont, depuis 1970, assigné pour objectif aux pays développés d'affecter 0,7 % de leur revenu national brut à l'APD. **Seuls 4 pays ont respecté cet engagement en**

Une partie de cette aide se fait sous forme de prêts qui viennent alimenter l'endettement des pays déjà en difficulté.

# Les pays les plus riches : les plus solidaires ?



## AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DU COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

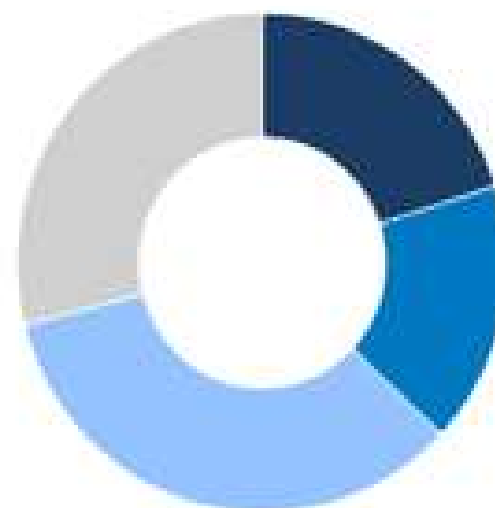
En pourcentage du revenu national brut (2024)



Source : OCDE [2025].

**La plupart des réfugiés – 71 %  
– sont accueillis dans des pays  
à revenu faible ou  
intermédiaire.**

- Revenu faible 20%
- Revenu intermédiaire inférieur 17%
- Revenu intermédiaire supérieur 34%
- Revenu élevé 29%



À la fin du mois de juin 2025.

Source : Rapport sur les tendances semestrielles, 4 novembre 2025.

# France : quel ministère pour l'immigration ?

- Avant 2007 : **Ministère du travail, de l'Intérieur et des Affaires Etrangères**
- De 2007 à 2010 : **Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement**

*Célinne Burban Master II recherche « Migrations et relations interethniques » Paris VII, Master II « Travail politique parlementaire Paris X.*

*La création d'un ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire s'inscrit dans la*

# Immigration - Rétablir les faits

François Héran (professeur au Collège de France, titulaire de la Chaire  
« Migrations et sociétés »)

- *Avec l'immigration : mesurer débattre agir*, La Découverte 2017  
« Ni pour ni contre l'immigration , avec elle, tout simplement »
- *Immigration : le grand déni*, Seuil 2023
  - « on grossit l'immigration pour mieux la dénier, pour dissiper cette illusion il faut revenir au faits »

# Droit et migration

## 1/ *Le rôle des déclarations des droits*

la Déclaration universelle des droits de l'Homme : des droits des nationaux aux droits universels. (1948)

Les droits de l'Homme, ou droits et libertés fondamentaux sont des éléments de la démocratie et de l'État de droit.

Les textes énonçant les droits fondamentaux sont juridiquement obligatoires.

## 2/ Conséquences pour les migrants

a) Du point de vue international , pas de texte obligatoire pour les Etats :

**des textes internationaux (déclaration de New York)** rappelant aux Etats la nécessité de respecter les droits fondamentaux pour les migrants et de coopérer mais dans le respect de leur **souveraineté**.

Ex/ la déclaration de New York (2015), la déclaration de Marrakech (2018)

C'est donc dans chaque pays de Transit ou d'accueil que la question de l'accueil et du respect des droits des migrants se posent. (ex Accors U Libye)

b) Dans le parcours migratoire une contradiction

**Les migrants disposent comme toute personne des droits fondamentaux que les Etats doivent respecter**

Mais

**La liberté de circulation de l'article 13 de la DUDH se heurte à la souveraineté des Etats sur les frontières, Ainsi qu'à la souveraineté des Etats pour accorder un titre de séjour**

# Les associations au défi de la solidarité

- SOS Méditerranée : le respect du droit maritime

Selon les dispositions du droit maritime international, **tout capitaine a l'obligation, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire, son équipage et ses passagers, de porter secours à toute personne en danger de se perdre en mer.** Tout manquement à cette obligation est réprimé par la loi.

# 2024 EN CHIFFRES

Au moins **2 475 personnes mortes ou disparues** en Méditerranée (contre 3 155 en 2023)\*

Parmi elles, **1 719 personnes en Méditerranée centrale** (contre 2 526 en 2023)<sup>1</sup>

**55 205 personnes interceptées**

par les garde-côtes libyens et tunisiens en 2024 (contre 65 766 en 2023)

21 762 en Libye

33 443 en Tunisie<sup>2</sup>

**66 855 personnes arrivées** en Italie et à Malte (contre 158 032 en 2023)

1. Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Missing Migrants Project*, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024. Chiffres en date du 5 mai 2025.

2. OIM, *mission en Libye*

**17 missions** en mer pour **36 opérations** de sauvetage dans les eaux internationales (dont 3 de stabilisation)

**1 948 personnes secourues** avec l'*Ocean Viking*

**27 jours de détention** du navire en Italie

Au moins **80 jours supplémentaires de transport** (aller-retour) depuis la zone de détresse vers des ports éloignés (environ **615 000 € dépensés inutilement en carburant**)

**80%** des cas de détresse repérés par des ONG (vigies des navires ou avions humanitaires, initiatives civiles telles qu'*Alarm Phone*...)

- La vallée de la Roya - Cédric Herrou : le principe d'assistance à personne en danger

Relayé par les médias, le combat de Cédric Herrou en faveur des migrants a donné lieu à une avancée jurisprudentielle majeure. Le 6 juillet 2018, à la faveur d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel a reconnu, pour la première fois, la valeur constitutionnelle du principe de fraternité. Cette décision a conduit la Cour de cassation à prononcer la relaxe, le 31 mars 2021. Si cette victoire bouscule le délit de solidarité, elle ne remet pas fondamentalement en cause.

# Quelques noms d'associations

- CIMAD, AMNESTY International ... (aide juridique)
- Welcome, Singa ... (hébergement citoyen)
- Oxfam, CCFD-Terre Solidaire, ... (solidarité internationale)